

## COMMUNIQUE

### La LOLF contre (l'Ecole de) la République

Inventée par FABIUS, adoptée sous JOSPIN, expérimentée par RAFFARIN et généralisée par VILLEPIN, la **Loi Organique relative aux Lois de Finances substitue à la logique des moyens celle des résultats**. Nous sommes, avec le nerf de la guerre, **au cœur de la modernisation de l'Etat !**

Le ministère des Finances a déjà commencé, en partenariat avec tous les autres ministères, dont celui de l'Education Nationale, une série d'audits pour débusquer tous les « gaspis » selon les critères de l'Union Européenne, elle-même impliquée jusqu'au cou, et malgré certain NON à certain projet constitutionnel, dans la mondialisation.

Le **Ministre au budget et à la modernisation de l'Etat**, est donc l'homme-clef de la LOLF. Sa double compétence indique clairement que la modernisation de l'Etat passe par la rigueur budgétaire ...ou, en formulant la chose autrement, par **une logique comptable**.

Encore faut-il savoir **quel Etat est à « moderniser »**...

Apparemment, si l'on se réfère aux suppressions de postes budgétaires annoncées dans la Fonction Publique, la chasse aux « gaspis » est d'abord la chasse aux fonctionnaires ...

La « modernisation » de l'Etat, en bonne logique des résultats, doit donc tendre vers l'effectif le plus bas possible de fonctionnaires ...

**L'Etat « moderne » n'aurait-il pas besoin de fonctionnaires ?**

N'aurait-il pas à assurer la sûreté des personnes vivant sur le territoire national ni celle de leurs biens? N'aurait-il pas à fournir à la population des villes et des campagnes les moyens de transport et de communication dont elle use pourtant journallement ? N'aurait-il pas à se préoccuper de fournir aux habitants les logements dont ils ont besoin, l'eau, le gaz, l'électricité nécessaires à leur bien être ? N'aurait-il pas à assurer l'accès égal de tous à la préservation de leur santé ? **N'aurait-il pas à se charger de l'instruction, de l'éducation, de la formation, de la qualification des citoyens de demain ?**

On peut répondre hardiment NON à toutes ces interrogations si l'on estime que l'Etat « moderne » **ne doit être ni démocratique ni républicain** ... Et, dans ce cas, ce dernier NON sera complètement antithétique de celui du 29 mai 2005 !

**L'Ecole obligatoire pour les filles et pour les garçons a été créée par la République naissante des années 1880 afin de lui donner les forces républicaines nécessaires à sa survie et à sa pérennité. Il semble que la survie, (comme la pérennité d'ailleurs), ait un terme ... que Jean-François, Dominique, Jean-Pierre - et les autres - ont fixé : la République doit céder le pas aux intérêts des entreprise privées mondiales et le citoyen doit disparaître devant le consommateur.**

Il se trouve que **le SNCA e.i.L. récuse l'Etat « moderne » des capitalistes**, camouflés sous l'appellation de « libéraux »\*. Il le récuse au moins à deux titres :

- Le SNCA e.i.L. qui tire ses objectifs syndicaux de la *Charte d'Amiens* ne peut accepter que l'Etat « moderne », complice du capitalisme et de la mondialisation, interdise au monde du travail de s'occuper de ses propres affaires qui sont la totalité du champ de l'économique et du social, aujourd'hui accaparé par les seuls patrons, les seuls spéculateurs et les technocrates de la gouvernance.
- Le SNCA e.i.L. défend et promeut **l'Ecole républicaine, avec ses personnels et ses élèves, parce qu'elle est la seule garantie de l'universalité de la République et de la Laïcité**, c'est-à-dire de la prééminence de l'intérêt général sur les intérêts particuliers de certains individus et des groupes de pression de quelque nature qu'ils soient.

Convié à certains autres audits, le SNCA e.i.L. fera entendre la voix de sa fidélité aux convictions nourries aux principes du syndicalisme de la *Chartes d'Amiens* et riches des valeurs de l'orientation syndicale **AUTREMENT**.

Paris, le 17 juin 2006

\*Capitalisme et libéralisme économique sont des concepts synonymes.